



C'est au cours de l'émission « Honneur et Fidélité » du samedi 03 janvier 2017 diffusée sur les antennes de radio national crtvt que le colonel Didier Badjeck chef de la division communication au ministère de la défense a fait un point sur les opérations dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest devenues théâtre des affrontements entre « pro indépendantistes » et forces de défense camerounaise.

L'officier supérieur raconte comment l'armée met en déroute les combattants sécessionnistes face à l'escalade des violences.

« La violence est montée d'un cran avec plusieurs attaques terroristes qui ont été perpétrées sur des postes isolés... Heureusement que ces barbares trouvent une riposte à leur outrecuidance, et les contacts musclés que nous avons, se soldent par l'arrestation de plusieurs combattants sécessionnistes même si l'on paie le prix fort », souligne-t-il.

Le colonel Didier Badjeck s'insurge contre les organisations dites humanitaires qui selon lui Semblent se détourner de leurs missions.

« On souhaite que les organisations humanitaires très angéliques quand il s'agit du Cameroun fassent un travail plus objectif ou s'occupent de leur mission s'ils sont incapables de restituer les contextes des opérations et les actions sécessionnistes qui relèvent de la pure barbarie »,

déclare-t-il.

Depuis le déclenchement de la guerre contre la secte islamique Boko Haram et plus tard celle contre les sécessionnistes anglophones, les rapports entre le Cameroun et certaines organisations humanitaires comme Amnesty International, International Crisis Group, Human Rights Watch, Committee to Protect Journalists, REDHAC ou encore Reporters Sans Frontières ont été parfois très conflictuels.

Selon le ministre camerounais de la communication et porte-parole du gouvernement Issa Tchiroma Bakary, ces ONG œuvrent pour « déstabiliser » et semer le « chaos » au Cameroun afin de servir leurs intérêts.

« Nous avons à faire à une coalition ennemie, liguée contre notre pays et dont la question anglophone, après Boko Haram, n'est qu'un prétexte commode pour détruire notre édifice national et installer les conditions favorables à la satisfaction de leurs intérêts », avait-il souligné lors de point de presse du 24 octobre 2017 à Yaoundé.